

SOMMAIRE

Page 1

Le redémarrage des CCI ?
Les "Ambitions des 3000".

Page 2

Les 100 000 agents de la FPT.
Les plaidoyers de JLD.

Page 3

L'effet Lecornu.
Daniel Havis : "le passeur d'hommes".

Page 4

GEMAPI de la Seine.
Les investissements.

Les "Ambitions des 3 000".

Président de la CCI Rouen Métropole, Vincent Laudat a fait œuvre utile en demandant à 3 000 chefs d'entreprises de décrire les atouts et handicaps de leurs territoires (ceux de Rouen et de Dieppe en particulier) tout en expliquant les mesures à prendre pour améliorer la situation.

- Les 3 000 se sont exprimés "sans filtre", le tout a été résumé dans "Ambitions 2030", un document de 48 pages destiné aux candidats aux élections municipales : "nous avons un intérêt commun, leur dit Vincent Laudat, tout faire pour rendre nos territoires plus attractifs et permettre ainsi à nos entreprises d'évoluer, et de créer des emplois..."

Avant d'ajouter : "agissons de concert et ne nous décevez pas !"

Que disent les 3 000 ?

Voici le podium des insatisfactions.

- Des déplacements routiers très difficiles.
- Une liaison ferroviaire Rouen-Paris déplorable.
- Des difficultés à recruter à cause de formations inadaptées et d'un manque d'attractivité.

Ils ne s'arrêtent pas là puisqu'ils dénoncent aussi des réseaux de télécommunication "d'un autre siècle", un aéroport sans lignes régulières, une



Le redémarrage des CCI ?

• Une nouvelle page est à écrire.

Depuis un mois, Delphine Wahl est la nouvelle directrice générale de la CCI Normandie. Elle est issue du sérail puisqu'elle dirigeait jusqu'à présent la CCI territoriale des Portes de Normandie (Évreux/Alençon), un poste qu'elle conserve d'ailleurs pour "rester au contact du terrain".

- Delphine Wahl succède donc à Dominique Bécard qui, l'an dernier, a fini de restructurer le réseau normand pour l'adapter aux attentes financières de Bercy. Avouons-le, le choc a été rude : suppressions d'emplois, contraction des dépenses, recherche de nouveaux revenus ; difficile de se serrer la ceinture : 2019, annus horribilis.

Dans l'entrefaite, Vianney de Chalus a démissionné de la présidence de la "Régionale", Gilles Treuil l'a remplacé avec la volonté de rétablir la confiance et les bons équilibres. A-t-il réussi ? Delphine Wahl le croit : "une nouvelle page est à écrire".

• Tous ensemble !

Quatre missions figurent sur la feuille de mission de la directrice.

- "Nous devons d'abord écouter et aider nos 110 000 entreprises, explique-t-elle, en actionnant 6 leviers. Comprenez, la formation ("le réseau accueille 45 000 personnes par an"), l'international ("en 2020, nous voulons accompagner 200 entreprises nouvelles sur les marchés étrangers"), la promotion des équipements et des infrastructures nécessaires à l'écosystème (c'est important à l'heure où l'État et les grandes collectivités sont prudents sur leurs investissements), l'aide à la création et à la transmission des entreprises (le réseau a reçu 12 000 créateurs l'an dernier), l'animation des réseaux (mieux se connaître pour mieux travailler ensemble) et, enfin, la valorisation de l'outil CCI Business. À noter : il n'y a pas, d'un côté, la "Régionale" et de l'autre les "Territoriales" ; chaque levier est confié à un duo "président/DG", une répartition des rôles qui est un gage de cohésion.

- Sa deuxième mission est d'assurer "l'animation du collectif", autrement dit du réseau des CCI. La récente convention de partenariat signée avec l'État s'inscrit dans cette logique-là. Ici, différents sujets transversaux sont mis en avant, "Cap sur le digital" en est un.

- La troisième est "technique" : le pilotage des fonctions supports à savoir le système d'information, les ressources humaines et les achats. Vu de l'extérieur, ce n'est pas en sujet, mais en interne, c'est important : l'efficacité globale du réseau dépend du bon pilotage de ces fonctions-là.

- Enfin, la dernière mission concerne la participation des CCI de Normandie au "Team France Export", le collectif mis en place par l'État pour faire rayonner la France à l'international avec le concours des Régions, de Business France et de la BPI. On trouve ici l'objectif des 200 entreprises à l'export.

fiscalité locale étouffante une offre foncière et immobilière insuffisante.

Pour conclure : 56% déclarent avoir eu envie de déménager leur entreprise. Tout est dit.

Comment rebondir ?

En travaillant dans trois grandes directions : l'amélioration de la qualité de la vie, le développement des innovations et la création d'une image attractive.

- Pour les 3 000, l'Axe Seine, la proximité de Paris, les écoles d'ingénieurs, le maintien du transmanche et le développement des transports en commun sont des points d'appui importants
- Ils font aussi près de 70 propositions, un véritable inventaire à la Prévert. Certaines sont répétées comme des évidences : "réalisez enfin le contournement routier de la Métropole !" C'est un exemple.
- Ici, la CCI joue pleinement son rôle d'interface entre les chefs d'entreprise et les responsables politiques, elle est la seule à pouvoir le faire, avec ce "porter à connaissance", elle redevient actrice du débat public, c'est positif.

Commentaire : les 3 000 seront-ils entendus ? Il faut l'espérer. À Rouen, on le sait, le débat est ouvert sur la pertinence du contournement routier, sur l'avenir de l'industrie dans la ville, sur le financement par les entreprises de la gratuité des transports en commun... la lecture d'Ambitions 2030 n'est sans doute pas inutile.

La crispation de Guernesey.

Brexit oblige, les autorités du baillage ont d'abord refusé l'accès de leurs eaux aux pêcheurs normands provoquant l'inquiétude de deux-ci. 4 jours plus tard, ces mêmes autorités ont rétro-pédalé en accordant une autorisation provisoire jusqu'à la fin de la période de transition. Appelons ça "la crispation de Guernesey".

- Tout est bien qui finit bien ? Pas tout à fait. Cet épisode illustre les incertitudes et les menaces qui pèsent désormais sur les pêcheurs normands, lesquels ne vont pas supporter très longtemps "l'épée du Brexit qui est sur leur tête".

Hervé Morin et d'autres élus ont déjà réagi : c'est bien. Mais leurs actions isolées seront elles suffisantes pour relever le défi du Brexit ?

Une formule revient souvent dans la bouche de Delphine Wahl : l'esprit d'équipe.

Mon commentaire : derrière tout cela se cache la volonté de repositionner le réseau comme une force de proposition dans le débat public sur l'avenir de la Normandie. Aujourd'hui, l'Etat et la Région le regardent surtout comme un simple "auxiliaire technique" qu'on actionne en fonction des besoins. Oui, les CCI doivent se repositionner et changer de dimension. Jusqu'à présent Gilles Treuil ne s'est guère exprimé ; il aurait intérêt à le faire ; quand on est trop discret, on finit par être oublié. A Rouen-Métropole, Vincent Laudat vient de montrer l'exemple en présentant "Ambitions 2030", les propositions de 3 000 chefs d'entreprise pour le développement de leur territoire ; pourquoi ne pas "normandiser" cette bonne initiative ?

Fonction publique territoriale

Les 100 000 agents normands sont un vrai sujet.

"Quels sont les enjeux et perspectives de l'emploi territorial en Normandie ?"

C'est la bonne question que la délégation régionale du CNFPT vient de mettre en débat, à quelques semaines des municipales, au cours d'un séminaire qui s'est tenu le 30 janvier à Caen.

- C'est une bonne question, car les citoyens réclament un service public de proximité, incarné par des professionnels compétents, capable de répondre à leurs besoins, alors même que beaucoup d'élus sous-estiment l'importance de leurs responsabilités d'employeurs en déléguant la gestion des ressources humaines à leurs services administratifs.

Quels sont les enseignements du 30 janvier ?

• D'abord le constat.

- La fonction publique territoriale (FPT) représente 100 000 agents en Normandie : c'est beaucoup.
- Mais elle souffre d'un déficit de notoriété et d'attractivité : les valeurs du service public sont un peu "fatiguées".
- Alors même que 244 métiers sont répertoriés : en principe, tout le monde peut trouver "métier à son pied".
- Les contractuels y sont de plus en plus nombreux : hybridation de leur statut avec celui des fonctionnaires, c'est parfois compliqué.
- Le papy-boom est là, 3 000 départs/an à partir de 2024, le problème du renouvellement est posé : les jeunes sont-ils intéressés ?

Et pendant ce temps-là...

• Les plaidoyers de Jean-Léonce Dupont.

À l'occasion de la session budgétaire du Département du Calvados, le président Jean-Léonce Dupont s'est livré à plusieurs plaidoyers.

- Un plaidoyer pour sa bonne gestion : "785 M€, c'est un budget record, dit-il en substance, en dépit du pacte de Cahors, on a retrouvé des marges de manœuvre, on va pouvoir investir davantage (150 M€), sans augmenter les impôts, tandis que nous accroîtrons nos actions en faveur de la solidarité (pauvreté, petite enfance, famille, santé, etc.)". JLD est satisfait.
- Un plaidoyer pour sa collectivité. À ses yeux, le Département est suffisamment grand pour traiter les grands problèmes de société et suffisamment petit pour le faire avec discernement. En revanche, les méga-Régions et les intercommunalités XXL sont dépensières et moins efficaces. Conclusion : il est temps de retrouver les communes et les départements. Ici, JLD pratique la pédagogie de la répétition, il répète donc ce message très souvent.
- Un plaidoyer pour de nouveaux rapports avec l'Etat "qui décide toujours sans payer", dont les politiques territoriales sont faibles, qui contraint ou ignore les départements. À Caen, le préfet Fiscus est parti, JLD est content, mais à Rouen, Pierre-André Durand pense recentrer le nouveau CPIER sur la Seine. JLD s'inquiète : si ça continue, "un préfet pourrait demain me remplacer".

L'effet Lecornu ?

C'est une bonne nouvelle pour le Département de l'Eure. L'État vient de lui accorder 13 M€ au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

Notons qu'une vingtaine de projets reçoit une subvention supérieure à 100 000 €, beaucoup sont situés au nord-est du département (Vernon, Gisors, Etrepagny, Les Andelys, Lyons-la-Forêt), là où le leadership de Sébastien Lecornu est grand.

Ce n'est pas tout.

Accompagné d'Emmanuelle Wargon, Sébastien Lecornu s'est rendu à Notre-Dame-de-l'Isle, vendredi dernier pour signer le Contrat de transition écologique de Seine Normandie Agglomération (c'est son agglomération) en présence d'Éric Lombard, directeur général de la CDC.

Avec 25 actions concrètes en matière de transition écologique et plus de 25 M€ engagés, ce contrat touchera plus de 85 000 habitants du territoire.

Cherbourg/Bayonne/Espagne.

Nouveau et intéressant. Le projet de ferroutage reliant Cherbourg à l'Espagne sera officiellement présenté, le 12 février, par Hervé Morin (Ports de Normandie) et Jean-Marc Roué (Brittany Ferries).

- C'est une réponse aux effets du Brexit. Cherbourg est le principal point de passage des trafics de poids lourds entre l'Espagne et le Royaume-Uni (plus 30% en un an), pour le traiter, Brittany Ferries veut lancer un aller-retour quotidien pour 100 camions : *"c'est aussi bon pour l'environnement"*.

- Naturellement, pour lancer le service entre Bayonne et Cherbourg, Ports de Normandie va devoir installer une plate-forme de ferroutage reliée à la desserte ferroviaire du port, le sujet sera traité par le syndicat mixte le 11 février.

À noter : l'Europe devrait soutenir ce projet à hauteur de 2 M€.

Les candidats aux municipales.

Tous les candidats doivent aller déposer leur liste, physiquement, en préfecture ou sous-préfectures entre le 10 et le 27 février.

À noter : dans beaucoup de communes (comme Bayeux), il n'y a - pour le moment - qu'une seule liste.

- Mille-feuille oblige, les situations sont hétérogènes : la secrétaire de mairie n'a rien à voir avec la DGS d'un grand EPCI qui n'a rien à voir avec l'agent d'un service de propreté.

- Ajoutons aussi les disparités géographiques : les plaques métropolitaines de Rouen, Caen et Le Havre attirent alors que les zones rurales de l'Orne, du centre Manche ou du Pays de Bray peinent à recruter.

D'où l'interrogation d'Olivier Compain, le délégué régional du CNFPT, "comment construire une FPT de qualité en Normandie" ?

• Ensuite les solutions.

Maire de Condé-sur-Vire et vice-président de Saint-Lô Agglo, Laurent Pien souligne la nécessité de former les élus à la gestion des ressources humaines. *"Un maire décide sans savoir, dit-il en substance, et ses services savent sans décider."* Importance du travail collectif, importance de la culture commune. Pour la formation, il se tourne vers le CNFPT.

- Mais ça ne suffit pas. Chaque collectivité doit mettre en avant son propre projet, "un projet d'avenir" qui donne du sens à l'action de chacun de ses agents : c'est l'une des conditions de sa propre réussite. *"Ce projet doit s'appuyer sur les territoires, précise Alain Maillet, le directeur du Centre de gestion 76, chaque territoire est différent, il faut en tenir compte..."*

- Quelle est la bonne échelle pour gérer la FPT ? C'est sûrement celle des EPCI. Leur périmètre est suffisamment grand pour une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et suffisamment petit pour une action adaptée, parfois mutualisée, aux besoins de chaque collectivité.

- En conclusion, les intervenants du 30 ont invité les futurs maires et présidents d'EPCI à construire *"une marque employeur"* pour chacune de leur collectivité, suffisamment attractive pour donner *"du sens et de l'envie"* à leurs agents, tout en rappelant qu'un travail collectif avec les Départements et la Région était nécessaire pour que tout le monde tire dans le même sens.

Mon commentaire : l'autre jour, le CNFPT Normandie a eu le mérite de révéler l'importance des 100 000 agents de la FPT pour le bon fonctionnement de la région. Curieusement, les principaux responsables politiques et institutionnels n'en parlent pas ; à leurs yeux, ce n'est pas un sujet ; alors que les politiques territoriales sont mises en avant par l'État (Maisons France Service, Action Cœur de ville) et la Région (Contrats de territoire, Maisons de santé...), depuis la jacquerie des gilets jaunes. Oui, la FPT est un vrai sujet.

Et pendant ce temps-là...

• Daniel Havis, le "passeur d'hommes" de la Matmut.

À la barre depuis plus de 25 ans, Daniel Havis transmettra la présidence de la Matmut à Christophe Bourret au second trimestre. Rien ne l'oblige à le faire, mais il pense que c'est raisonnable, *"l'aventure doit continuer, dit-il, mais de façon différente, la Matmut a toujours su s'adapter"*.

- L'arrivée de Christophe Bourret achève le processus de transmission engagé il y a 5 ans, avec la nomination de Nicolas Gomart au poste de directeur général. Nicolas Gomart a progressivement pris en main la maison ; il y a mis "sa patte" en déployant une stratégie de partenariats afin de mieux répondre aux besoins des clients-sociétaires. La période de tuilage est achevée.

- Christophe Bourret n'est pas un inconnu. Il connaît Daniel Havis et Nicolas Gomart depuis longtemps ; il a été administrateur de Matmut Vie dès 2007, vice-président de Matmut SAM depuis 2018, présent dans plusieurs instances de la SGAM Matmut, la "holding" du groupe, dont il a été nommé président le 13 décembre dernier. Il a 52 ans.

Point important : il sera un président "non exécutif", ce qui signifie que Nicolas Gomart sera le seul architecte des développements futurs ; oui, Daniel Havis est un "passeur d'hommes" qui a bien préparé son "après".

Le moment venu, La Chronique reviendra sur "cette aventure qui continue".

Christophe Demouillez.

Est réélu président de la Fédération des Promoteurs Immobiliers de Normandie (FPI). Il est directeur général d'At'ome promoteur.

- Il est entouré de Laurent Potier (Sotrim) pour Caen et de Bruno Fusco (Olonn) pour Rouen.

Philippe Sourget.

Est le nouveau directeur d'Alpine à Dieppe. Il succède à Pierre-Emmanuel Andrieux, parti à Maubeuge comme directeur de la fabrication chez Renault-Nissan-Mitsubishi.

Étienne Craye.

Est le nouveau président de l'UGEI, l'Union des Grandes Écoles Indépendantes, depuis le 1er février.

- L'UGEI représente 35 écoles privées (20 d'ingénieurs, 14 de management et 1 de Design) qui rassemblent environ 46 000 étudiants et 14 000 apprentis.

Etienne Craye est directeur général de l'ESIGELEC (Rouen) depuis 2014.

Jean-François Martin.

Recherche des sous-traitants normands pour la construction de l'usine d'éoliennes de Siemens-Gamesa du Havre. Il est directeur des achats.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie

Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

GEMAPI de la Seine

La gouvernance globale de l'eau vaut bien un syndicat.

Bertrand Bellanger vient donc d'être élu président du syndicat mixte de gestion de la Seine-Normandie, chargé de mettre en œuvre la compétence GEMAPI qui fait obligation aux collectivités de gérer les milieux aquatiques et de prévenir les inondations.

- En réalité, il s'agit d'un syndicat de préfiguration puisque les fondateurs ont maintenant 3 ans pour construire une "structure opérationnelle de plein exercice". Les enjeux économiques, portuaires, environnementaux et urbains sont considérables. Derrière la GEMAPI, il s'agit - ni plus, ni moins - de garantir la sécurité et l'attractivité du linéaire de la Seine comme territoire de développement, grâce à l'action cohérente et concertée de toutes les collectivités concernées : "à la bonne échelle".

- De fait, la gestion de l'eau ne se découpe pas en morceaux. De Vernon au Havre, 11 collectivités (les 2 départements et 9 EPCI) se sont donc associées pour créer le syndicat, le Département de la Seine-Maritime est ici leur point d'appui, il faut dire que la Seine est un sujet qu'il connaît.

Mon commentaire : pour le président Bellanger, le plus dur reste à faire. Mettre en ligne 11 collectivités qui vont devoir s'accorder entre elles, mais aussi avec les autres usagers du fleuve comme le GPMH, le GPMR, VNF, les syndicats de bassins versants. Au total, c'est un mecano administratif, juridique et financier, difficile à monter : "mais ça vaut le coup d'avancer".

Quelles sont les priorités de Bertrand Bellanger ?

Il en a trois :

- D'abord, réaliser toutes les études de danger, en particulier sur les digues, afin d'identifier les urgences à traiter.
- Ensuite, élaborer un schéma stratégique global qui servira de plan de vol à toutes les collectivités, en répartissant les rôles et les responsabilités.
- Enfin, mettre en œuvre des actions concrètes et mutualisées, portées par le syndicat, comme la surveillance des ouvrages en temps de crise ou encore l'organisation d'un exercice grandeur nature de gestion du risque inondation. À suivre.

Mon commentaire : répétons-le, la gestion de l'eau ne se découpe pas en morceaux. C'est pourquoi Bertrand Bellanger propose "d'engager rapidement un dialogue constructif avec l'Île-de-France", il pense au Syndicat mixte Seine Oise et au Syndicat des Grands Lacs de Seine.

Et pendant ce temps-là...

• **L'Yonne choisit Altitude Infrastructure.**

Altitude Infrastructure poursuit sa pénétration du marché français des réseaux THD. Dans le cadre d'une DSP de 30 ans, le Département de l'Yonne vient de lui confier la construction, l'exploitation, la maintenance et la commercialisation de son réseau THD.

Dénommé Yconik, ce réseau vise à couvrir en fibre 100% des habitants d'ici 3 ans. Près de 120.000 prises seront donc déployées en 36 mois. C'est le 17^e réseau d'Altitude Infrastructure en France.

• **Korian se renforce à Cherbourg**

Le groupe Korian (soin et accompagnement du grand âge) renforce sa présence à Cherbourg-en-Cotentin. Il est en train d'implanter une activité de soins de suite et de réadaptation dans le domaine des affections respiratoires au sein du Centre Hospitalier du Cotentin (CHPC).

Par ailleurs, Korian prépare la relocalisation de la clinique de l'Estran, aujourd'hui à Siouville, à proximité immédiate du CHPC, au sein de l'îlot A de la ZAC des Bassins.

Maire de Cherbourg, Benoît Arrivé juge cette "consolidation des activités" positive pour l'hôpital et les patients.